

Rebondir sur l'innovation sociale

[actualité du 5 septembre au 18 septembre 2004]

n° 171



[au fait]

- p. 3 **LE DÉBAT:** Le contrat de projet professionnel : inauguration officielle et réactions mitigées
- p. 6 **LE CONSTAT:** Plans triennaux communaux : quelques regards du terrain
- p. 10 **EN PRATIQUE:** Les ministres régionaux, fédéraux et communautaires : carnet d'adresses



[actualité]

EMPLOI/FORMATION

- p. 13 Jobcoaching : un point de vie de consultante
- p. 15 Réforme du statut des Sociétés à finalité sociale (SFS), le travail se poursuit
- p. 16 Respiration financière pour Phénix, service ambulatoire ouvert aux toxicomanes namurois

AIDE SOCIALE

- p. 17 L'octroi du revenu d'intégration sociale aux étudiants : une nouvelle circulaire
- p. 18 Centrale positive des crédits : 22.000 consultations par jour
- p. 20 Le service de médiation du CPAS louviérois agréé pour le règlement collectif de dettes
- p. 21 Création d'un service d'interprétariat social pour le Hainaut
- p. 22 Flandre : Parcours d'intégration au point mort

LOGEMENT

- p. 23 Attribution de logements sociaux à Molenbeek : la dure réalité des faits
- p. 24 Sans-abri castors : établir une étape entre la rue et le logement
- p. 25 Piscine de la Broucheterre : quand le patrimoine se fait social

TERRITOIRES

- p. 26 Tournai : revitalisation urbaine avec 80 logements à la clé
- p. 27 Retour des habitants à Bruxelles-Ville

TOUS SECTEURS

- p. 28 Réforme de l'acquisition de la nationalité : une « snel Belg wet » pas rapide
- p. 29 À quand la reprise des négociations pour les accords non-marchand ?



[telex]

- p. 31-35 Agoria, AIS bruxelloises, Égalité, interculturalité, Inclusion sociale, Fonds européen pour les réfugiés, Violences conjugales, Observatoire pour les personnes handicapées, Accessibilité aux personnes handicapées, Droit et devoir, Formation à la multiculturalité, Créances alimentaires, Sans-papiers et soins de santé, Taux d'emploi dans l'ue, sécurité économique, Tolérance, Croissance et perspectives de l'emploi, Guide de vos avantages financiers, Capital humain, Évolution des loyers, Relier la technique au non-marchand, quels soutiens aux starters ?, Découverte entreprises à Monceau-Fontaines, Petits Riens, Emploi des groupes minoritaires, Financement des cultes et laïcité...

Pot pourri

Nous vivons une époque dont le trait principal est sans doute qu'elle échappe à toute analyse unidimensionnelle. L'hypercomplexité et la dilution des liens entre causes et effets génèrent de nouvelles menaces, à en croire le sociologue allemand Ulrich Beck. L'environnement et l'insupportable précarité des deux tiers des habitants de cette planète en constituent des prototypes. Et dans le même temps les pistes de solutions sont rendues opaques par l'apparente situation d'équilibre/inertie qui semble caractériser les systèmes. L'actualité de la quinzaine reflète un peu cette imbrication des enjeux, des lieux et des personnes.

En Belgique, le temps est à la grisaille. DHL, BHV. Verhofstadt (ex-futur président de la Commission européenne) cafouille, rattrapé par les vieux démons de la politique belge. Peut-être même bien l'irrationalité mentionnée par Charles Picqué voici quelques semaines. A tel point que certains semblent craindre le retour du climat communautaire façon années 70, et de la paralysie qu'il a entraîné. Un des seuls motifs d'espoir évoqué par les moins pessimistes, des deux côtés du fossé linguistique est malgré tout, comme le titre De Morgen, la peur d'un chaos : nouvelles élections, périodes interminables de formation du prochain gouvernement dans un contexte économique et social incertain. Et 2000 emplois perdus, même si on a la désagréable impression de courber face au chantage d'une direction de multinationale. Il commence à se dire que la Belgique fédérale serait en fait devenue ingouvernable. C'était donc ça.

Pendant ce temps, si loin et si près de nous, à Bruxelles, le président de la Commission européenne, José Barroso, a annoncé que des choses allaient changer au niveau de la Stratégie de Lisbonne. La même qui est évoquée pour justifier, au plan national, les diverses réformes des politiques de l'emploi et les mesures d'activation des chômeurs. Ce n'est pas une surprise. En 2003, encore Premier ministre du Portugal, il avait déjà fait un pas en ce sens à l'occasion d'une déclaration commune avec Tony Blair. Les objectifs que s'étaient fixés à l'époque les États membres (il est vrai en pleine période d'optimisme « nouvelle économie »), comme celui de parvenir à un taux d'emploi de 70 % pour 2007 semblent désormais hors d'atteinte. Vu la composition de la nouvelle Commission, qui reflète le recul des gouvernements sociaux-démocrate en Europe, il est crucial que les décisions qui seront prises ne soient débattues dans les opinions publiques que trop tard, c'est à dire quand il s'agira de le mettre en œuvre. Mais que fait donc la presse ?

Face à la complexité, agir devient plus difficile. Identifier les effets négatifs possibles et les perdants éventuels de nouvelles mesures est de moins en moins aisé. A moins que la logique des démocraties libérales-médiatiques n'ait pour effet que les responsables politiques soient de moins en moins prêts à endosser le rôle (ou l'image, ce qui revient au même) de celui qui impose d'inévitables désagréments à une partie de l'électorat : une société réconciliée n'existe pas. Comment dès lors conserver une légitimité ? Peut-être malgré tout en demandant l'avis de tout le monde. Un exemple : nos gouvernements consultent. Furieusement, serait-on tenté de dire. Une tendance déjà amorcée voici plusieurs années au niveau des partis – par les États généraux de l'écologie politique, suivi par les Ateliers du progrès. Et qui semble s'étendre. Maria Arena à la Communauté française, mais aussi ses collègues à l'Enseignement supérieur et à Culture. Le politique écoute. Il ne sera pas dit cette fois que les acteurs du terrain et de la société civile ne seront pas consultés. On essaie même d'appliquer la formule au communautaire : ne parle-t-on pas du « forum institutionnel » ? Il n'empêche qu'il faudra décider un jour. Et de préférence, pas trop tard.

ALTER ÉCHOS

Le photocopillage occasionne à Alter Echos un manque à gagner d'au moins 30 % des ventes d'abonnements. La reproduction intégrale ou partielle d'articles est interdite par la loi si elle porte préjudice à leur exploitation normale.

Équipe de rédaction

Frédéric Bernard (FBD)
Xavier Bodson (XBN)
Catherine Daloze (CDE)
Sophie Gélinas (SGS)
Pierre Gilissen (PGN)
Nathalie Louis (NLS)
Fabrizio Schiavetto (FSO)
Pierre Vanrie (PVE)

Journalistes

Baudouin Massart (BMT)
Catherine Morenville (CME)

Secrétaire de rédaction

Catherine Morenville (CME)

Rédacteur en chef

Pierre Walthéry (PWY)

Directeur

Thomas Lemaigre (TLE)

Directrice des publications

Hélène Gérin

Administration

Samira Adib
Dominique Normand

Mise en page

Carmen Rodriguez

ABONNEMENT ANNUEL

Organisme de 10 membres du personnel ou plus

- 126 € avec archives en ligne
- 111 € sans les archives

Organisme de moins de 10 membres du personnel

- 85 € avec archives en ligne
- 70 € sans les archives

Pour s'abonner, il suffit de verser le montant correspondant sur le compte **310-1216343-49** avec la mention « nouvel abonnement ». Sauf résiliation par écrit de votre part, l'abonnement sera automatiquement renouvelé.

Insertions publicitaires et petites annonces : prix sur demande.

Les prix peuvent être modifiés en cours d'année.